

LES PORTUGAIS EN FRANCE PENDANT MAI-JUIN 1968 **PORTUGUESE IN FRANCE DURING MAY-JUNE 1968**

VICTOR PEREIRA
Université de Pau et des Pays de l'Adour
pereiravictor@hotmail.com
<http://orcid.org/0000-0002-2356-1578>

Texto recebido em / Text submitted on: 20/07/2019
Texto aprovado em / Text approved on: 28/01/2020

Résumé :

En mai-juin 1968, lorsque se déroule la plus imposante et longue grève générale que connaît la France, près de 300 000 Portugais vivent dans l'hexagone. Ces événements déstabilisent cette population dont la grande majorité est arrivée depuis moins de quatre ans. Cet article prétend analyser les différentes réactions de la population portugaise en France qui ne peut être appréhendée comme un monolithe. Il s'agit également de saisir l'action menée par les exilés politiques portugais en France, action qui s'articule à la fois dans une conception internationaliste de la politique mais qui se dirige également spécifiquement contre la dictature portugaise.

Mots-clés :

Mai 68 ; Exil ; Immigration ; Mouvements étudiants ; Mobilisations sociales.

Abstract :

In May-June 1968, when the largest and longest general strike in France took place, nearly 300,000 Portuguese people lived in France. These events

destabilize this population, the vast majority of whom have been arriving for less than four years. This article aims to analyse the different reactions of the Portuguese population in France, which cannot be considered as a monolith. It is also a question of grasping the action carried out by Portuguese political exiles in France, an action that is both articulated in an internationalist conception of politics but which is also specifically directed against the Portuguese dictatorship.

Keywords :

May 68 ; Exile ; Immigration, Student Movements ; Social Mobilization.

Le 16 juin 1968, un jeune réfractaire portugais écrit à l'une de ses amies vivant au Portugal. Ayant pris part à des manifestations, aux débats dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne et à l'occupation de la Maison des étudiants portugais à la Cité internationale universitaire de Paris qui ne s'est achevée que le 12 juin, il s'exclame «vivo os dias mais maravilhosos da minha vida !» Nourri d'une conception marxiste de l'histoire, ce réfractaire, alors âgé de 23 ans, partage l'idée que mai-juin 1968 n'est qu'un début: «a revolução não triunfou pelo momento, não chegou a sair da primeira fase dentro da concepção marxista, mas grande coisa ficou feita, a experiência foi maravilhosa». Cependant, il avoue sa difficulté à raconter les événements qui se produisent en France depuis le 3 mai: «se pretender dar-te uma imagem do que aconteceu em França eu só conseguirei caricaturar um acontecimento extraordinário que merece o interesse de 35 escritores em livros que sairão até ao fim do mês de julho ! »⁽¹⁾ La séquence événementielle de mai-juin 1968 apparaît d'emblée aux contemporains comme inouïe (Gobille 2008: 101), comme historique. C'est un mystère à déchiffrer, un événement auquel il faut donner sens, soit pour permettre sa reproduction soit, au contraire, pour éviter sa résurgence et clore ce qui doit être une parenthèse vite fermée. En octobre 1968, 124 ouvrages consacrés à mai-juin 1968 se trouvent déjà dans les catalogues de la Bibliothèque nationale de France (Zancarini-Fournel 2008: 19). Et c'est sans compter sur les articles de journaux et de revues qui se multiplient dès mai 1968. En conséquence de l'intérêt des éditeurs

(1) Lettre de João Vaz adressée à Leonor Maltez Ribeiro, le 16 juin 1968, Archives de la PIDE/DGS, Instituto dos Arquivos Nacionais/Torre do Tombo (désormais IAN/TT), SC CI (2) 4590, NT 7361.

et d'un «processus de commémoration-célébration rampante» (Zancarini-Fournel 2008: 52), les livres dédiés à mai-juin 1968 se multiplient, privilégiant les mémoires d'anciens leaders étudiants, intellectuels ou politiques ou les analyses du sens de Mai 68, de son rôle dans l'Histoire et de ses héritages (Ross 2005). Des multiples interprétations ont été avancées, souvent contradictoires, et une lecture culturelle a rapidement dominé, avec «une interprétation globalisante en surplomb essentiellement culturelle, une vulgate hédoniste / libérale» (Zancarini-Fournel 2008: 80). Néanmoins, depuis les années 2000, de nombreux historiens – mais aussi sociologues et politistes – essaient d'historiciser mai-juin 1968, dépassant ainsi les différentes strates de discours qui forment une «mémoire-écran» (Gobille 2008: 5) et qui empêchent d'appréhender cette séquence événementielle dans sa complexité et sa pluralité. Mobilisant des sources diverses (archives étatiques, archives d'organisations politiques et syndicales, archives privées, entretiens oraux, sources audiovisuelles, presse, etc.), les chercheurs tentent de saisir ce qui s'est réellement produit en mai-juin 1968, délaissant son «rôle historique» ou sa postérité. Cet effort passe par de nombreuses études locales et sectorielles (Dreyfus-Armand, Frank, Lévy, Zancarini-Fournel, 2000; Artières, Zancarini-Fournel 2008; Damamme, Gobille, Matonti, Pudal 2008). Il s'agit pour certains de rappeler une évidence que les lectures culturalistes ou centrées sur l'action des étudiants et des intellectuels ont en partie occultée : les événements de mai-juin 1968 ont été la plus longue et plus importante grève de l'histoire du vingtième siècle français. Au-delà des mots d'ordre hédonistes et libertaires, les journées de mai-juin 1968 ont été le théâtre de conflits, de violences et d'une forte répression menée par les autorités (Artières, Giry 2018). Ce renouvellement historiographique ne se focalise plus sur Paris *intra-muros* et essaie de saisir comment les acteurs – et plus particulièrement les «anonymes» (Dormoy-Rajramanan, Gobille, Neveu 2018) – ont vécu ces événements et comment ils les ont interprétés à vif. Dans cette perspective, les contributions de Pierre Bourdieu (1984) et de Michel Dobry (1986) qui donnent des outils pour penser les «crises» ont été décisives. Mai-juin 1968 est en effet une période de crise pendant laquelle les routines et les repères habituels sont balayés. Les différents acteurs sont perdus et ils ne peuvent plus anticiper facilement les comportements et les réactions des autres acteurs. Ainsi, nul ne peut savoir ce qu'il va se produire, ce qui favorise l'émergence de différents scénarios, et parfois

les pires, pour appréhender le cours des choses. Penser en terme de crise – crise de sens notamment – permet d'éviter de tomber dans le piège de la téléologie, c'est-à-dire, à l'aune de l'issue connue des événements, de négliger comment les différents acteurs ont vécu et interprété le tourbillon des événements. Il faut prendre au sérieux des manières de voir qui peuvent nous sembler désormais ridicules – car fausses ou exagérées vues *a posteriori* – mais qui guidaient le comportement des individus.

Nourri de ces approches et puisant dans de nombreux fonds d'archives, tant au Portugal qu'en France, notre article prétend contribuer à l'un des chantiers que l'historiographie de mai-juin 1968 à aborder ces dernières années: la participation – et la non-participation – des étrangers, qu'ils soient étudiants, travailleurs immigrés et/ou exilés, catégories loin d'être étanches, aux événements (Gastaut 1994; Gordon 2003, 2012; Pitti 2006; Vigna 2008). Lorsque des millions de grévistes paralysent le pays, entre 250 000 et 300 000 Portugais résident dans l'hexagone. La plus grande partie d'entre eux est arrivée très récemment: 235 000 Portugais sont entrés en France entre 1964 et 1967. Il s'agit donc d'une population qui maîtrise souvent mal la langue française et qui vit concentrée dans des bidonvilles, des baraquements de chantiers ou des foyers de travailleurs. Lorsque les Portugais sont évoqués pendant mai-juin 1968, c'est principalement la peur qu'ils ressentent et leur «fuite» qui est décrite, en s'appuyant notamment sur un article publié par *Le Monde* dès le 15 juin 1968⁽²⁾. En évitant de réifier la population portugaise vivant en France en 1968 et en s'attachant à sa pluralité – tant dans les origines sociales que géographiques mais aussi dans l'insertion professionnelle en France et dans les différents projets migratoires qui orientent les comportements –, nous voulons comprendre les ressorts de la participation mais aussi de la non-participation aux événements de mai-juin 68. Si dans les évocations faites lors des commémorations, c'est le plus souvent l'image d'une coupure nette entre une minorité d'activiste et une majorité peureuse qui prédomine – le plus souvent à partir du témoignage de quelques personnalités régulièrement interrogées –, nous nous attacherons à saisir ces «rencontres improbables» (Vigna, Zancarani-Fournel 2009) que les historiens ont récemment mis à jour. Nous finirons par une description d'un des événements dont le réfractaire cité au début de cette introduction

(2) «Des milliers de travailleurs étrangers ont fui les 'bidonvilles' pour rentrer dans leur pays», *Le Monde*, 15 juin 1968.

a été l'un des acteurs: l'occupation de la Maison des étudiants portugais de la cité internationale universitaire de Paris qui fut rebaptisée, du 22 mai au 12 juin, maison des travailleurs et des étudiants portugais.

Un rendez-vous manqué?

Une fuite massive ?

Dès mai-juin 1968, l'idée d'une débandade massive des Portugais s'installe. Ces Portugais semblent ainsi en complet décalage face aux événements. Alors que des jeunes de toute l'Europe, dont certains Portugais du reste (Matos 2008: 151), accourent en France pour prendre part à ces journées déjà considérées comme historiques (Jobs 2009; Bantigny 2018: 137), ces travailleurs immigrés fuient. Dans un article du 15 juin 1968, amplement cité par la suite, *Le Monde* avance le chiffre de 10 000 Portugais ayant «regagné leur pays, se proposant de revenir peut-être quand les temps seraient redevenus plus calmes»⁽³⁾. Dès le 27 mai, enquêtant sur le comportement des habitants du bidonville de Champigny-sur-Marne qui rassemble alors 2000 personnes (Volovitch-Tavares 1995), la préfecture de police de Paris signale que «deux cents d'entre eux, inquiets de la tournure des événements, ont regagné leur pays en autocar, dès le début de la semaine dernière»⁽⁴⁾. Ces départs précipités ne touchent pas que la région parisienne. Dans le Puy-de-Dôme, qui compte alors près de 12 000 Portugais, «de nombreux ouvriers portugais, pour la plupart célibataires, sont retournés au Portugal en voitures particulières, craignant d'une part d'être contraints durant un temps prolongé au chômage et, d'autre part, d'être touchés en cas de reprise du travail par des mesures de licenciement. C'est ainsi que selon des évaluations faites par des Portugais eux-mêmes trois cent travailleurs portugais auraient quitté la région clermontoise»⁽⁵⁾. Selon le

(3) *Idem.*

(4) Note de la Préfecture de Police de Paris, 27 mai 1968, Archives nationales (désormais AN) 19850087, art 136.

(5) Note de Charles Faivre, Service de liaison et de promotion des migrants de la préfecture du Puy-de-Dôme, adressée au cabinet du préfet de la région d'Auvergne, 6 juin 1968, Archives départementales du Puy-de-Dôme, 1851 W 22.

sociologue António Teixeira de Sousa, qui a compté, un jour, 38 bus à 7 heures du matin, boulevard Bourdon à Paris, ce sont principalement les «individus d'origine rurale, de plus de 35 ans et avec la famille encore au Portugal» qui ont pris part à cette «espèce de débandade» (Sousa 1973 : 516). Enfin, le *Correio Português*, un journal publié en France et proche des autorités portugaises, décrit en juin 1968, les longues files d'attente devant le consulat général du Portugal à Paris. Des centaines de Portugais requièrent un passeport dans la perspective d'un retour au pays. Après avoir interrogé des Portugais patientant pour avoir leurs papiers, le journaliste se félicite que «a ideia de regresso à pátria estava patente em cada um, e em todos, nos gestos e nas palavras. Pátria como lugar de segurança»⁽⁶⁾.

Ces différents témoignages, provenant de sources distinctes, attestent qu'une des réactions de la population portugaise en France a bien été de rentrer au pays, ou, du moins de l'envisager en demandant un passeport. Ces retours au pays ne semblent pas avoir été dirigés par les autorités portugaises: ni les archives diplomatiques, ni celles de la *Junta da Emigração* – organisme portugais qui gère l'émigration (Pereira 2012) – ou de la police politique ne contiennent la moindre référence à une quelconque organisation de ces voyages. Cette «débandade» comme la nomme Teixeira de Sousa résulte principalement de l'initiative des compagnies d'autobus qui, depuis quelques années, reliaient les campagnes portugaises au territoire français. Tout porte à croire que ces entrepreneurs ont profité de cet effet d'aubaine, participant parfois à la propagation de rumeurs. Dans son rapport annuel consacré à l'année 1968, le Service Social d'Aide aux Émigrants observe que lors de la «crise de mai», «au sein de l'immigration portugaise, c'est parfois la panique. Des camionneurs, des chauffeurs de taxi, des agences de voyage répandent de fausses nouvelles»⁽⁷⁾. Le milieu que constituent les bidonvilles et les foyers, où les Portugais vivent dans un monde clos, isolé du reste de la société française, favorise la propagation de ces rumeurs et de ces peurs. Maitrisant mal le français, de nombreux portugais écoutent alors la radio portugaise qui présente la situation française comme chaotique, ce qui renforce leurs craintes.

(6) “O emigrante e a greve”, *Correio Português*, juin 1968, p.1.

(7) Rapport d'activité du Service Sociale d'Aide aux Émigrants, 1968, AN 20050590/015.

A notre connaissance, aucun décompte de ces retours n'a été établi. *Le Monde* évoque 10 000 personnes concernées. João Vaz, déserteur qui a amplement pris part aux manifestations de mai-juin 1968, avance dans une lettre du 18 juin 1968, le chiffre de «cerca de 50 000 trabalhadores que se foram voluntariamente»⁽⁸⁾. La fourchette est très large mais il semble difficile que les départs aient dépassé les 15% de la population portugaise en France. Il est ainsi significatif que l'image qui domine à propos du comportement de la population portugaise en France pendant mai-juin 1968 soit celle du retour au pays alors que la majorité d'entre eux sont restés en France. Cette posture de retrait des événements n'est en plus pas l'apanage des Portugais. Des travailleurs espagnols sont également rentrés dans leur pays (Vigna 2008: 86). De même, des ouvriers français ayant quitté récemment la campagne préfèrent rester chez eux et travailler la terre plutôt que de participer aux occupations. Comme le montre la tumultueuse reprise du travail aux usines Peugeot de Sochaux, ce retrait des ouvriers français ne signifie pas un manque de solidarité vis-à-vis des occupations et des revendications mais est plutôt «symptomatique d'un certain fatalisme des classes populaires et inhérente aux logiques de délégation» (Hatzfeld 1992: 63). Plusieurs travailleurs portugais, estimant que leur présence en France, intimement liée au travail, ne faisait plus sens, car ils étaient dans l'impossibilité de travailler (de nombreux chantiers ont été arrêtés faute de matériel ou d'essence), sont ainsi rentrés chez eux, profitant de vacances anticipées, pouvant retrouver leurs proches et leur activité dans l'agriculture.

Travailler coûte que coûte

Plus que la fuite au pays, l'attitude dominante des travailleurs portugais semble plutôt avoir été de travailler coûte que coûte et de conserver le cap de leur stratégie migratoire: gagner le maximum d'argent - en accumulant les heures supplémentaires et en réduisant les dépenses, notamment celles liées au logement - afin de se constituer un pécule et d'envoyer des économies au pays. Comme nous l'avons vu, la grande majorité des Portugais qui vivent en France en mai-juin 1968

(8) Lettre de João Vaz adressée à Maria Celeste Aires Teixeira, 18 juin 1968, Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC 2823 CI (1), NT 1252.

n'est arrivée que depuis 1964. Seule une minorité réside dans l'hexagone depuis plus de cinq ans. La majeure partie de ces travailleurs envisage sa présence en France comme temporaire et seulement liée au travail (et aux revenus qu'il permet). Ils sont partis dans le cadre d'une stratégie de maintien (Rosental 1990) et veulent améliorer leur situation et leur position dans le cadre de la communauté de départ (l'espace investi) et d'acquérir ailleurs (l'espace vécu) les moyens nécessaires à leur ascension sociale (ou à la conservation de leurs éventuelles propriétés). Dans ce cadre, pour beaucoup d'entre eux, les grèves et les occupations qui les empêchent de toucher leur salaire «lhes põem a vida a andar para trás»⁽⁹⁾ comme le note l'un des inspecteurs de la *Junta da Emigração* qui se trouvait en France en mai 1968. Les mémoires de mai-juin 1968 sont pour beaucoup de travailleurs liées à la volonté de travailler, en dépit du manque d'essence, de l'hostilité d'autres travailleurs ou des syndicats. Ainsi, un travailleur émigré, désormais à la retraite, se remémore avoir continué son activité en dépit des grèves et des occupations, employé dans une entreprise réparant les ascenseurs. Dans ses déplacements, lorsqu'il était interpellé par des étudiants ou des grévistes, il arguait qu'il continuait le travail pour permettre le fonctionnement des ascenseurs dans les hôpitaux⁽¹⁰⁾. Un autre Portugais, travaillant dans le Bâtiment et Travaux Publics (BTP) dans l'est de la France, se souvient que ses camarades portugais et lui avaient obtenu de leur patron de garder une voiture prête, pleine d'essence, pour les amener en Belgique si les choses tournaient mal. Au final, ils sont restés en France.

Le maintien au travail s'explique par d'autres facteurs. En premier lieu, une part conséquente des travailleurs portugais est employée dans le bâtiment et les travaux publics. Ils y sont alors principalement manoeuvres, maçons, terrassiers, etc. Pendant mai-juin 1968, ce secteur d'activité, si l'on suit les calculs de Gérard Adam (1970), connaît un taux de gréviste de 50%. Et parmi ces 50% on ne peut pas distinguer ceux qui ont fait grève de ceux qui ont cessé le travail car ils ne pouvaient pas se rendre au travail, faute d'essence ou de transports publics, ou de ceux dont l'entreprise a interrompu son activité faute de matériel nécessaire au chantier. Quoi qu'il en soit, ce taux est bien plus bas que celui qui

(9) Rapport de la *Junta da Emigração*, juin 1968, Archives António Oliveira Salazar, IAN-TT, AOS/CP-248.

(10) Entretien avec Diamantino Martins, 22 septembre 2017.

a caractérisé l'industrie automobile ou textile (95%) et en dessous de la moyenne des différents secteurs industriels (70%). Ce bas taux de gréviste tient à plusieurs freins à la mobilisation qui caractérisent ce secteur. D'une part, les employeurs emploient de nombreux immigrés (autour de 30% des effectifs) car ils sont réputés plus dociles. D'autre part, les syndicats sont peu implantés dans le BTP non seulement car il compte de nombreux étrangers - moins prompts à se syndiquer - mais aussi car de nombreuses entreprises sont de tailles *réduites*, en perpétuel mouvement en fonction des chantiers. Il y est plus difficile de forger des collectifs prêts à se syndiquer. Comme le remarque Michael Seidman, les grèves ont surtout touché les grandes entreprises tandis que les «small enterprises would constitute a large and significant island of stability in May» (Seidman 2004: 165). Enfin, c'est un secteur dans lequel les rapports d'interconnaissance et d'interdépendance - et donc de domination - sont forts entre les ouvriers d'un côté, le patron et/ou le chef de chantier d'autre part (Jounin 2008). De nombreux employeurs appuient leur gestion du personnel sur un sentiment de loyauté qui relie les différents acteurs de l'entreprise. En effet, pour ces immigrés venus récemment en France, le patron est souvent celui qui a permis l'émigration en établissant un contrat de travail nominatif. Mais le gouvernement portugais essayant de réduire l'émigration légale (Pereira 2012), c'est le plus souvent clandestinement que les immigrés portugais sont rentrés en France. Le patron est alors celui qui en donnant un emploi permet d'obtenir un salaire, salaire qui permet de se loger, d'envoyer de l'argent au pays mais aussi de rembourser les éventuelles dettes contractées pour payer le voyage clandestin (Pereira 2014). Cet emploi assure également l'obtention d'une autorisation provisoire de travail, sésame indispensable pour obtenir ensuite une première carte de séjour et une première carte de travail et pouvoir rester légalement sur le territoire français et s'y employer (Henneresse 1979: 163-164). Ce sentiment de loyauté peut aussi exister «vis-à-vis d'autres travailleurs de l'entreprise et notamment celui qui a été l'intermédiaire» *du contrat* de travail ou a suggéré l'embauche. De nombreux patrons du BTP préféreraient recruter des personnes connues de leurs employés: ces derniers pouvaient leur assurer de leurs qualités professionnelles mais, surtout, leur "bonne moralité". Pour la personne recrutée, faire grève n'était pas seulement protester contre le patron, c'était aussi mettre en difficulté celui qui vous avait recommandé. Certaines grandes entreprises du secteur se sont

également engagées dans une gestion paternaliste, parfois désignée de féodale, de leur main-d'oeuvre afin d'en assurer la productivité mais aussi la docilité. C'est le cas de l'entreprise dirigée par Francis Bouygues qui dès les années 1960 recrute d'importants contingents de travailleurs portugais et distingue les meilleurs travailleurs au sein d'une compagnie baptisée «minorange» (Campagnac, Nouzille 1988). L'entreprise Bouygues – qui empêche l'implantation de syndicats – se vante ainsi d'avoir connu très peu de grèves en mai-juin 1968. Cependant, faute d'approvisionnements, l'entreprise cesse ses activités à partir du 24 mai.

«Nous ne sommes pas chez nous»

L'évitement des grèves et des occupations – en continuant le travail, en restant confiné chez soi ou en rentrant au pays – tient aussi au sentiment de vulnérabilité fortement imprégné chez de nombreux Portugais vivant en France, qui ont conscience de pouvoir être les premières victimes d'un conflit qui les dépasse. Il est nécessaire de rappeler qu'à l'époque un constat d'essoufflement de la croissance et d'augmentation du chômage est sans cesse rappelé. Le secrétaire général de la CFDT affirme le 3 mai 1968 que «nous connaissons actuellement une crise économique» (Apud Bantigny 1968: 28). Ces signaux d'alarme n'échappent pas à de nombreux travailleurs portugais qui craignent de perdre leur emploi.

Avant même cet essoufflement économique, les Portugais interrogés en 1964 par des enquêteurs rémunérés par la préfecture de police de Paris en prévision de la résorption des bidonvilles mettaient en exergue leur sentiment de vulnérabilité et d'illégitimité. Un des enquêtés déclarait ainsi que «les Français ne se gêneront pas pour les [les Portugais] chasser à coup de pied, quand ils n'auront plus besoin d'eux» et un autre ajoutait: «nous ne sommes pas chez nous, nous sommes étrangers et bien que nous travaillions, le gouvernement français peut nous mettre à la porte du jour au lendemain»⁽¹¹⁾. Ces citations révèlent que bon nombre de Portugais ont assimilé que leur présence en France ne dépend que du bon vouloir des autorités françaises, de la situation du marché de l'emploi et qu'ils

(11) *L'immigration portugaise dans la République*, Rapport du service d'étude et de recherches de l'inspection générale et études de la préfecture de Seine, juillet 1964, AN 19880312, art.16.

sont tenus à une «hypercorrection qui sied à celui dont la présence, parce qu'il ne se trouve pas là où il devrait être, c'est-à-dire 'chez lui', n'est pas totalement légitime» (Mathieu 2006 : 21). La plupart a conscience qu'ils n'ont pas à se mêler aux affaires politiques françaises. Du reste, dans leur propre pays, ils sont exclus de la citoyenneté et s'intéresser à la politique ne peut être que source de problème (emprisonnements, tortures, perte d'emploi, etc.) (Pimentel 2007).

Cette profonde intériorisation de la non légitimité de leur présence sur le sol français et la constante éventualité d'une expulsion peut également tenir à la mémoire qui s'est développée au Portugal du courant migratoire qui s'est dirigé en France entre 1916 et 1931. Pendant cette période, près de 100 000 Portugais sont venus en France. Lors du recensement de 1931, 49 000 Portugais vivent en France. Or ils ne sont que 28 000 cinq ans plus tard. Face à la crise économique et à la hausse du chômage, les autorités françaises ont non seulement fermé les frontières à l'immigration comme elles ont contraint au départ des milliers d'étrangers, dont des milliers Portugais, en les expulsant ou en ne renouvelant pas leurs papiers. La mémoire de ces Portugais sommés de revenir, parfois dans des conditions précaires, est présente à l'esprit de ceux qui émigrent vers ce même pays trente ans plus tard, conscients de pouvoir être renvoyés au premier retournement de la conjoncture. Le documentaire réalisé par José Vieira sur les Portugais en France pendant mai-juin 1968⁽¹²⁾ contient un autre élément qu'il ne faut pas balayer d'un revers de main: la mémoire de la guerre civile espagnole. En effet, en 1936, plusieurs milliers de Portugais travaillent en Espagne (Oliveira 1987). Certains d'entre eux sont expulsés du territoire espagnol, d'autres sont contraints de prendre les armes pour l'un des deux camps et se retrouvent ainsi mêlés à une guerre civile qui n'est pourtant pas la leur. Des Portugais sont même fusillés par l'armée nationaliste, notamment en Galice et en Asturies (Pereira 2013). De nombreux émigrés proviennent de régions frontalières (ceux interrogés par José Vieira viennent de la Serra da Malcata, dans le nord-est du pays), régions où la mémoire de la guerre civile espagnole est encore vive trente ans plus tard. En 1968, plusieurs témoignages affirment que les Portugais fuient la France ou se terrant chez eux car ils «craignaient d'être pris dans une guerre civile» (Talbo

(12) José Vieira (2008). *Drôle de mai. Chronique des années de boue*. La Huit production (documentaire, 52 mn).

1968 : 17). L'usage du terme «guerre civile» pour évoquer mai-juin 1968 peut, aujourd'hui, 50 ans après les événements, nous sembler déplacé. Cependant, c'est le terme que les dirigeants de l'époque utilisaient, à l'image de Georges Pompidou le 25 mai (Zancarini-Fournel 2008b: 245). Il n'est donc pas étonnant qu'en période de crise, lorsque les événements sont indéchiffrables, les individus aient recours au passé afin de donner du sens à ce qu'il se produit et afin de prévoir ce qui peut se produire. Que des émigrés portugais aient puisé dans la mémoire des années 1930 – tant les expulsions massives provoquées par les autorités françaises que la guerre civile espagnole – n'est en aucun cas singulier. En mai-juin 1968, de nombreux parisiens, ayant en mémoire la Seconde Guerre mondiale et l'Occupation, ont constitué des stocks de vivres. Pour de nombreux syndicalistes et hommes politiques, les grèves et les occupations de mai 1936 sont une référence incontournable. Comme le souligne Ludivine Bantigny, le recours au passé a été omniprésent en mai-juin 1968: «devant l'absolu inconnu, le passé sert : il est avant tout un repère, parfois pour atténuer l'étincelle de l'événement, le ramener à du déjà-vu et rassurer les inquiets. Jamais peut-être on n'aura autant parlé d'histoire à la radio et dans la presse» (Bantigny 2018: 283). Ainsi, dans les bidonvilles, foyers ou chantiers, face à l'incertitude provoquée par les manifestations, les grèves et les occupations, les plus âgés ont pu rappeler aux plus jeunes les expériences passées, dont ils avaient entendu parler dans leur village natal ou qui avaient touché des proches.

Une dernière raison doit être avancée pour expliquer ce retrait face aux grèves et aux occupations: la peur de la police politique portugaise, la *Polícia Internacional e de Defesa do Estado* (PIDE). Dès le début des années 1960, de nombreux observateurs français et portugais signalent que les migrants portugais craignent d'être surveillés par la PIDE qui aurait envoyé des agents en France et qui y compterait de nombreux informateurs disséminés dans les usines et les bidonvilles. En visite en France quelques semaines après les grèves de mai-juin 1968, Henrique Martins de Carvalho, ancien ministre de la Santé et de l'Assistance, affirme, après avoir pénétré dans les bidonvilles de Champigny-sur-Marne et de Saint-Denis, affirmer que «la haine ou la peur de la PIDE est générale: il suffit qu'un individu portant une cravate et un costume un peu élégant apparaisse pour que tous [les migrants portugais en France] s'enferment dans un mutisme craintif ou hostile, pensant qu'il s'agit d'un 'policier secret', qui les dénoncera et leur créera des difficultés, à eux ou

aux leurs, au Portugal»⁽¹³⁾. Les militants anti-salazaristes ou les syndicats français renforcent cette peur en dénonçant la présence en France de milliers d'agents et d'informateurs de la PIDE. Dans son ouvrage sur la grève à l'usine Renault de Flins publié dès 1968, Jean-Philippe Talbo fait référence aux pressions qui ont été faites sur les travailleurs portugais et espagnols afin qu'ils reprennent le travail. Selon lui il est probable que «Salazar et Franco ont des flics à eux dans des milieux à forte concentration d'immigrés, dans certaines banlieues et grosses usines. Chez nous, on a des soupçons sur un gars» (Talbo 1968 : 30). On suspecte certaines entreprises de recruter des agents ou des informateurs et de les placer à des positions stratégiques: bureaux de recrutement, interprètes-traducteurs, administrations. Xavier Vigna souligne les suspicions de collusion entre certaines entreprises françaises et les autorités des pays de départ dont les intérêts convergent: «ces mains-d'œuvre (...) sont contrôlées à la fois par le patronat français et des officines proches des régimes en place : la police politique portugaise, la PIDE, a ainsi la réputation d'avoir des agents dans les usines Citroën» (Vigna 2008: 87) Quelque peu paradoxalement, les dénonciations formulées par les opposants anti-salazaristes renforcent la peur qui tend à dissuader de nombreux travailleurs à participer aux grèves et aux occupations, redoutant une arrestation lors d'un retour temporaire ou définitif au Portugal, l'objectif de la majorité des émigrés. Ils peuvent aussi eraire des représailles sur leurs familles restées au pays.

Des milliers de Portugais se sont tenus à l'écart des grèves et des occupations. Pour autant, ce retrait ne leur est pas propre: des millions de travailleurs français ont également refusé de prendre part au mouvement social. Cependant, pour les travailleurs portugais des facteurs spécifiques les conduisaient à ne pas prendre part aux mobilisations: la crainte des expulsions, l'intériorisation de leur position d'étranger qui ne doit pas s'immiscer dans les «affaires françaises», la volonté de toucher leurs salaires afin de régler leurs dettes et venir en aide à leur famille restée au pays, l'incompréhension d'un processus qui bousculait toute la société française. En dépit de ces différentes contraintes, une partie des Portugais

(13) Rapport d'Henrique Martins de Carvalho sur la couverture culturelle des émigrants et des lusodécendants, juillet 1968, Archives du Ministère de la Présidence du Conseil (sans cote).

en France a toutefois participé aux grèves et aux manifestations, dans ce qui peut apparaître comme des «mobilisations improbables».

Mobilisations et rencontres improbables

La révolution en bas de chez soi

En mai-juin 1968, la population portugaise en France n'est pas totalement homogène, constituée seulement par des hommes issus du monde rural, peu alphabétisés et convaincus de leur retour prochain au pays. Résident également en France des personnes issus de milieux ouvriers et/ou urbains qui ne pensent pas retourner au Portugal, du moins tant que la dictature salazariste perdure et que les guerres se prolongent dans les colonies africaines. Depuis 1958 et la campagne présidentielle du Général Humberto Delgado, l'opposition à la dictature a connu un renouveau, voire un processus de radicalisation que l'éclosion des guerres coloniales, à partir de 1961, renforce (Bebiano 2001; Pimentel 2013). Certains individus et mouvements politiques prônent la lutte armée et critiquent le PCP pour sa prétendue passivité (Pereira 2008; Cardina 2011; Martins 2018). La contestation au régime s'étend également aux universités qui connaissent plusieurs conflits à partir de 1962 (Garrido 1996; Estanque e Bebiano 2007; Cardina 2008; Accornero 2016). A partir du début des années 1960 arrivent ainsi en France des individus qui prétendent entamer des actions violentes contre la dictature, des jeunes hommes se soustrayant à leurs obligations militaires afin de ne pas combattre en Afrique, des étudiants exclus de l'Université à cause de leur engagement, des militants fuyant la répression. C'est donc une population qui possède un capital militant conséquent et une expérience de luttes. Elle a également conscience de ne pouvoir rentrer au Portugal – du moins légalement – prochainement. Pour autant, il serait erroné de penser que tous les individus ayant un capital militant se sont engagés dans les événements de mai-juin 1968. Ainsi, la plupart des fonctionnaires du PCP résidant alors en France se sont soigneusement tenus à l'écart, à l'image de son secrétaire-général, Álvaro Cunhal, qui vit alors en banlieue parisienne (Pereira 2013). Comme le remémore une ancienne fonctionnaire de ce parti, «em Paris, eu não estava autorizada

a participar em manifestações, nem a ir ver muito de perto o que acontecia diariamente» (Seabra 2007 : 83) pendant les événements de mai-juin 1968. En France, le PCP oblige ses fonctionnaires à vivre dans la clandestinité car il redoute d'être surveillé par les polices françaises et portugaises. Dès lors toute participation à une manifestation peut constituer un danger pour l'appareil clandestin. Ce n'est ainsi pas tant les préventions que les partis communistes français et portugais nourrissent pour un mouvement qui apparait à beaucoup de leurs militants comme une «explosão de espontaneidade desordenada» (Bonifácio 2016: 59) qui expliquent le retrait des communistes portugais qui vivent dans la clandestinité en France. C'est plutôt la priorité du parti donnée à la lutte contre la dictature et à la sauvegarde de son appareil clandestin en France jugé indispensable pour coordonner l'action des militants au Portugal mais aussi à l'étranger.

Si des Portugais participent aux premières manifestations et aux premiers affrontements de Mai 68 c'est en partie car ils vivent aux premières loges: dans le Quartier latin. Ce quartier est en effet le premier point de chute de nombreux Portugais issus des milieux urbains et étudiantins qui arrivent à Paris. Il compte des hôtels peu coûteux où certains s'y logent plus ou moins longuement. L'un deux – l'hôtel Cujas – est renommé car il accueille pendant plusieurs années la militante antifasciste et féministe Maria Lamas âgée de 75 ans en 1968 (Fiadeiro 2003). Se rendre dans le Quartier latin, et notamment fréquenter ses cafés où se rencontrent des exilés en fonction de leurs affinités idéologiques – le Capoulade, le Luxembourg, l'Écritoire, etc. –, garantit la rencontre avec des compatriotes qui peuvent donner des informations concernant les processus de régularisation administrative, l'obtention d'un emploi ou d'un logement. Comme se le remémore Helena Pato, le Quartier latin constitue la «segunda pátria» (Pato 2011 : 44) de nombreux Portugais. La proximité de la Sorbonne attire évidemment des étudiants qui continuent leurs études en France, parfois après avoir été emprisonnés à la suite de leur implication dans le mouvement étudiant au Portugal. C'est le cas de João Aires Teixeira, né en 1942, qui prend part au mouvement étudiant de 1962, rejoignant la grève de la faim initiée en mai à la cantine universitaire de Lisbonne. Arrêté une première fois, il continue son engagement au sein du PCP. Il est de nouveau emprisonné en janvier 1965. Libéré en octobre 1966, il est incorporé à l'armée et déserte en avril 1968. Il s'installe en France et réside près de l'Odéon, rue

Monsieur le Prince. Vivant près du boulevard Saint-Germain, il assiste aux premiers heurts du 3 mai 1968. Dans une lettre rédigée le 8 mai, il décrit sa participation aux affrontements du 6 mai:

Ao longo do boulevard [Saint-Germain] formaram-se 3, 4 ou 5 barricadas com automóveis, autocarros virados e outros objectos volumosos. Durante a tarde andei “passeando” para ver o aspecto geral, o que ia dando maus resultados porque várias vezes tive de recorrer às boas pernas que ainda tenho para me safar de situações apertadas. Isto sempre a chorar porque não havia lugar que não estivesse cheio de gazes e fumos. Mais para a noite, às oito horas, resolvi ir também molhar o bico numa barricada em Saint-Germain onde a batalha estava bastante acesa. Durante quatro horas a polícia fez sucessivas investidas sobre a barricada, sem êxito absolutamente nenhum. Eram repelidos debaixo de chuva de mimosos paralelepípedos que faziam em cada arremetida uma dezena de baixas nas forças da ordem. É claro que sobre nós explodiam incessantemente as granadas de fumos e lacrimogéneas contra as quais nos defendíamos com lenços molhados. As que não rebentavam eram devolvidas à procedência com os cumprimentos da “malta”. [...] Perto da uma da manhã terminavam os últimos combates sempre de enorme violência. O balanço dos jornais do dia seguinte dava os seguintes resultados: 700 estudantes feridos no total, e 400 polícias internados em hospitais (não deram o número de polícias feridos leves) prejuízos materiais enormes, 2 autocarros, 80 carros, 1 carro de polícia e 1 de bombeiros “fora de combate”, etc. Do lado da malta portuguesa houve 3 prisões (já saíram) 1 ferido na cabeça “hospitalizado” em casa do Lanza [...] e 1 ferido grave no hospital que ainda não se sabe quem é. Foi o dia até hoje em que a violência atingiu o auge. Resultado: no dia seguinte, terça-feira [7 de Maio] em vez de 7000 manifestantes havia 30 000⁽¹⁴⁾.

D’autres sources témoignent de la participation de Portugais - principalement des étudiants ou d’anciens étudiants - aux manifestations voire, comme dans ce cas, aux heurts. Si certains de ces Portugais réduisent leur participation aux manifestations – où, comme l’écrit l’un d’eux, João Freire, ils sont un «grain de sable» (Freire 2007: 353) supplémentaire dans

(14) Lettre de João Aires Teixeira adressée à Fernando Aires Teixeira, 8 mai 1968, Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT SC E/GT, NT 1463.

d'imposants cortèges –, d'autres s'insèrent dans les nombreux comités d'action qui se forment alors, dans des quartiers, des entreprises, des universités. Par exemple, Vasco Martins, réfractaire venu en France dès 1961, s'engage dans un comité d'action du 14^{ème} arrondissement parisien qui réunit des personnes, principalement françaises, de différentes sensibilités politiques. Parlant portugais, on lui demande d'aller à l'usine Citroën (ex-Panhard), dans le 13^{ème} arrondissement, où des ouvriers portugais participent à l'occupation. Il peut ainsi traduire les propos des militants français tout en ajoutant des considérations sur la lutte anti-salazariste. Il se rend également dans un foyer de Villejuif où se réfugient des travailleurs portugais. Il y perçoit la peur de ces travailleurs déboussolés par les grèves et les occupations⁽¹⁵⁾. Ce rôle d'intermédiaire et de traducteur est aussi joué par la vingtaine de Portugais qui forment la section portugaise du Comité d'action travailleurs-étudiants le 16 mai 1968 (Baynac 1978: 143). Parmi les membres de cette section portugaise se trouvent de jeunes étudiants – comme Fernando Pereira Marques –, des artistes – comme Vasco de Castro, installé à Paris depuis 1961 –, mais aussi des ouvriers comme l'ancien militant du PCP José Pires Casado, né en 1911. Occupant la salle 410 de l'annexe de Censier, cette section se donne pour objectif de faire participer les travailleurs portugais au mouvement, allant à leur rencontre dans les bidonvilles, les foyers, les chantiers et les entreprises. Le comité confectionne des tracts en portugais dont le premier est tiré le 19 mai. Il enjoint les travailleurs portugais à suivre «os camaradas franceses, apoiemos as suas posições, a luta deles é a nossa, ajudando-os, ajudamos-nos; façamos greve com eles» (Marques 2005: 102). Lors de leurs tournées à travers les entreprises, les bidonvilles et les foyers, certains membres de ce comité se remémorent avoir eu des difficultés à convaincre leurs compatriotes: «o diálogo foi difícil. Era visceral a desconfiança que traziam de Portugal em relação a tudo o que lhes soasse ser política» (Marques 2005: 104).

Un mouvement d'établissement contraint

Ce constat de coupure entre étudiants et ouvriers – qu'ils soient français ou étrangers – a souvent été mis en exergue en mai-juin 1968.

(15) Entretien avec Vasco Martins, 2 novembre 2015.

L'encadrement syndical, notamment de la CGT, qui voyait les étudiants comme totalement extérieurs au monde ouvrier, a essayé de maintenir l'espace des usines clos aux ingérences externes. Cependant, à partir d'études de cas, l'historiographie a nuancé l'absence de passerelles entre étudiants et ouvriers, notamment les plus jeunes (Collovald, Mauger, Poliak 2008; Vigna, Zancarini-Fournel 2009). Il manque encore de recherches, usine par usine, entreprise par entreprise, permettant de mesurer plus finement la participation des travailleurs portugais aux grèves et aux occupations. Toutefois, des travaux montrent que des salariés portugais ont participé aux occupations. C'est le cas du livre, publié dès 1973 par Danièle Kergoat, qui analyse la grève et l'occupation de l'usine Perrier, en région parisienne, en mai-juin 1968 (Kergoat 1973). Cette usine, où l'eau est embouteillée, emploie depuis quelques mois une majorité d'Ouvriers Spécialisés (OS) et manœuvres portugais. Le travail y est pénible et irrégulier car en hiver la production diminue. Cependant, en construisant des logements près de l'établissement et en permettant à ceux qui le veulent de rentrer au pays l'hiver, l'entreprise a pu stabiliser sa main-d'œuvre portugaise. Lorsque la grève et l'occupation de l'usine commencent le 20 mai 1968 – après un vote unanime à main levée – une moitié des travailleurs portugais se maintient à l'écart. Mais l'autre moitié participe à l'occupation et y joue un rôle prédominant. L'usine devant ravitailler des hôpitaux, les salariés grévistes acceptent de continuer le travail, sous l'entremise des responsables syndicaux CGT et CFDT qui y voient l'application d'idéaux autogestionnaires. Kergoat montre que parmi les travailleurs portugais, ce sont parmi les jeunes célibataires qui n'ont pas réalisé leur service militaire et qui n'envisagent pas de rentrer au Portugal que l'engagement est le plus fort. Ils désirent rester en France, y gagner une formation et obtenir de meilleurs emplois et salaires. Ainsi, certains d'entre eux participent à des manifestations et expliquent à leurs compatriotes plus âgés les mots d'ordres syndicaux, jouant un rôle précieux d'intermédiaire. Selon Kergoat, si «cette minorité [de jeunes travailleurs portugais] est motrice pour l'action, c'est qu'à toute revendication commune à l'ensemble des travailleurs immigrés de l'entreprise, elle donne un sens second : la revendication de dignité» (Kergoat 1973: 114). Néanmoins, la présence de ces jeunes réfractaires n'empêche pas une incompréhension entre syndicats et travailleurs portugais. Si les premiers veulent continuer de livrer

les hôpitaux, les travailleurs portugais désirent forcer la main à la direction et cesser totalement le travail. Pour ces derniers, il s'agit d'obtenir des résultats concrets en terme de salaires: ils n'adhèrent pas aux revendications autogestionnaires des syndicats qu'ils considèrent «politiques». Comme le dit l'un d'eux, attestant qu'on peut à la fois faire grève tout en ayant conscience des limites imposées aux étrangers: «ce que nous voulions, c'est une augmentation et pas autre chose ! La politique, c'est pas pour nous, nous sommes étrangers» (Kergoat 1973: 119).

La configuration de Perrier – une minorité de jeunes réfractaires/déserteurs prêts à lutter car ils envisagent leur présence en France comme durable et qui entraîne dans la grève leurs compatriotes en leur traduisant les mots d'ordre – a probablement dû se produire dans d'autres entreprises. Il manque d'autres études pour documenter cette hypothèse. Xavier Vigna cite le cas d'un manœuvre portugais âgé de 21 ans qui, selon une note de police, aurait été reconnu comme le «principal instigateur de l'interruption de travail» (Vigna 2008: 94) dans son entreprise strasbourgeoise comptant 234 ouvriers.

Dans les mois qui précèdent mai 1968 sont arrivés en France des milliers de jeunes hommes – insoumis, réfractaires ou déserteurs – dont les propriétés sociales les rendent plus disponibles pour participer aux mouvements sociaux. Parmi eux, certains proviennent de milieux sociaux plus favorisés, des classes moyennes ou supérieures urbaines portugaises, ont mené des études universitaires réservées aux classes sociales les plus privilégiées. Or en arrivant en France, ces individus subissent souvent un important déclassement social car, parfois en rupture avec leur famille qui n'accepte pas leur refus d'accomplir leur service militaire, ils doivent trouver un emploi pour vivre et essayer, parfois, de continuer ou de reprendre des études. Leurs diplômes, quand ils en possèdent, ne sont souvent pas reconnus. Dans les mois qui ont précédé mai-juin 68, certains étudiants portugais ont été contraints de «s'établir», c'est-à-dire, de travailler en usine, au contact d'ouvriers qu'ils côtoyaient rarement au Portugal. Un militant du Comité Marxiste Léniniste Portugais, mouvement issu de la première scission maoïste portugaise (Cardina 2011), arrivé en France en 1966 et qui participe à l'occupation de la Maison des étudiants portugais en mai-juin 1968, décrit ainsi son expérience de travail dans une usine française en 1967:

Nós os “estudantes” os burgueses “tout court” [...] somos os privilegiados que vivemos à sombra do embrutecimento da maioria do mundo. Neste momento dou-me bem conta do que é a vida dum operário, o que é trabalhar quase meio dia para viver durante uma vida inteira, sem ter outras perspectivas. O futuro é sempre igual, trabalhar, trabalhar de uma maneira bruta e embrutecedora, para proveito dos maiores filhos da puta que existem. Tenho-lhes uma raiva. A experiência que atravesso é-me proveitossíssima, Compreendi em pouco mais de um mês aquilo que anos de [estudo?] só me tinha ensinado de fora e estar satisfeito por isso. Quando me lembro do que sou e do que fui sinto vergonha; é de facto necessário e urgente que tudo mude⁽¹⁶⁾.

D’autres individus au parcours similaire ont pu jouer un rôle décisif dans leurs lieux de travail durant mai-juin 1968. Leur parcours atteste que des «rencontres improbables» ont eu lieu en France, parmi la population portugaise, entre individus aux propriétés sociales fort différentes

«Les éléments les plus conscients de la classe ouvrière» portugaise

Au-delà des jeunes réfractaires, déserteurs et étudiants portugais fuyant le Portugal au début des années 1960, un autre type d’acteurs a dû jouer un rôle qui, manque d’études, n’est pas encore clair: les sympathisants et les militants du PCP qui sont venus en France pour fuir la répression et qui se sont engagés au sein du PCF et de la CGT (Pereira 2017). A la différence des fonctionnaires du PCP vivant clandestinement en France, ils peuvent développer des actions publiques, au sein de leur lieu de travail et dans différentes structures liées au PCP – comme le comité pour la défense des libertés au Portugal ou le comité français pour l’amnistie au Portugal – ou au sein de la Frente Patriótica de Libertação Nacional (FPLN), mouvement regroupant plusieurs sensibilités de l’opposition portugaise (Martins 2018). Souvent plus âgés que les réfractaires et déserteurs qui arrivent en France dans les années 1960, certains d’entre eux ont connu la prison et ont une longue expérience militante. Parmi eux, certains travaillent alors dans la Régie Renault de

(16) Lettre de Nuno Pereira da Silva adressée à Lucinda Vinagreiro, sans date [1967], Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC CI (2) 8158, NT 7517.

Boulogne-Billancourt et rejoint la CGT, syndicat alors majoritaire (Viguié 2020). C'est le cas de Gabriel Pedro, ancien interné dans le camp du Tarrafal (Pedro 2011: 55), de João Cavaco Marques ou de José Nunes. Ce n'est pas un hasard si en juin 1968 un militant à ce que la CGT de Renault Billancourt déclare, dans les pages d'*Action*, que parmi les immigrés vivant en France, on compte «les éléments les plus conscients de la classe ouvrière [des] pays d'origine qui ont dû s'expatrier pour des raisons politiques : [...] Portugais qui depuis 42 ans sont obligés de fuir la dictature et que sont venus renforcer depuis 1961 les jeunes Portugais qui refusent de participer à la guerre coloniale menée par Salazar» (apud Vigna 2008: 89). C'est probablement à ces militants portugais chevronnés qui ont rejoint la «forteresse ouvrière» de Renault que l'auteur de ces lignes pense. Ces militants cégétistes portugais – comme Tomás Ferreira Rato, un ancien interné du Tarrafal également – tentent de politiser leurs compatriotes et appuient l'action du syndicat français en direction de ces travailleurs immigrés. Dès 1963, avec l'aide de ces militants portugais qui traduisent et rédigent des textes en portugais, la CGT publie le bulletin *O Trabalhador* qui invite les travailleurs portugais à rejoindre les combats de la classe ouvrière. Ces militants tentent également de sensibiliser les travailleurs de l'usine à la cause anti-salazariste. Les papiers du fonctionnaire du PCP ayant pour tâche de contrôler l'activité des militants du PCP en région parisienne à l'époque attestent que les communistes portugais travaillant à Renault Billancourt sont loin de suivre passivement les consignes données par la direction du parti. Plusieurs d'entre eux considèrent le PCP trop timoré et soutiennent un engagement plus ferme dans la lutte armée afin de faire tomber la dictature⁽¹⁷⁾. Évoquant la figure de João Manuel Ribeiro da Silva, Henri Benoits, adhérent à la CGT et délégué du personnel à Renault Billancourt, se remémore que ce militant du PCP «estimait que la lutte armée contre la dictature dans son pays n'était pas préparée de façon concrète et cette position rencontrait un certain écho parmi ses camarades de l'usine, attendant impatientement la chute du régime pour retourner au pays» (Benoits & Benoits 2014).

Comme l'a montré Laure Pitti, à Renault-Billancourt, «loin de l'image généralement donnée d'eux, les OS étrangers sont actifs dans la grève» (Pitti 2006: 158). Une photographie prise à Renault Billancourt, le 17 juin

(17) Voir les archives de Carlos Antunes déposées à la Fondation Mário Soares.

1968, lors du vote pour la reprise du travail, laisse voir une pancarte rédigée en portugais, clamant que la grève est une «arma de luta». Certains ouvriers étrangers de Renault-Billancourt ne se cantonnent cependant pas à ce que la CGT attend d'eux: la participation au mouvement et le refus de briser la grève sans pour autant avancer des revendications particulières à leur condition d'immigrés. Ces ouvriers se regroupent pour rédiger une plate-forme de revendications dénonçant les discriminations qui touchent les travailleurs immigrés, et notamment l'absence de promotion professionnelle qui les frappent. Les OS étrangers, et plus particulièrement maghrébins et africains, sont souvent condamnés à être OS à vie, confinés aux emplois les plus difficiles et les moins bien payés. Cependant, la CGT empêche la diffusion de cette plate-forme considérant que ce sont des «revendications spécifiques» qui ne méritent pas d'être présentées à tous les travailleurs de l'usine. Le syndicat maintient donc les étrangers dans une position subalterne, faisant primer les intérêts des travailleurs masculins et français, ceux qui peuvent voter et appuyer la stratégie électorale du PCF. D'ailleurs, les travailleurs immigrés sont les grands absents des négociations qui ont lieu à Grenelle. Il n'en reste pas moins que le rôle joué pendant l'occupation de Renault Billancourt par les militants portugais de la CGT reste peu connue. Ont-ils participé à la rédaction de cette plate-forme et défendu les revendications spécifiques exprimées par les travailleurs immigrés ? Ou alors ont-ils plutôt été le relais de la CGT qui voulait étouffer ces revendications, craignant de susciter l'opposition des ouvriers français et notamment des ouvriers qualifiés?

«Hoje, 22 de Maio de 1968, nós, trabalhadores e estudantes revolucionários, declaramos esta casa primeiro território livre de Portugal»

Un espace de luttes

L'engagement de la section portugaise du Comité d'action travailleurs-étudiants a dépassé le cadre de la Sorbonne et de son annexe de Censier. Comme nous l'avons vu, certains des membres de ce comité d'action se sont déplacés dans les chantiers, aux abords des usines et ont essayé de rentrer dans les bidonvilles et les foyers afin d'expliquer à leurs compatriotes le

mouvement en cours et les inviter à rejoindre la grève. A partir du 22 mai, l'action de la section portugaise prend une autre tournure: une partie de ses membres est à l'initiative de l'occupation de la Maison des étudiants portugais qui se trouve à la Cité internationale universitaire de Paris.

Cette résidence universitaire n'a été inaugurée qu'en novembre 1967. A cette date, elle compte 56 portugais et 66 étrangers, des étudiants mais aussi des chercheurs et des artistes qui bénéficient d'une bourse de la fondation Calouste Gulbenkian⁽¹⁸⁾. Cependant, parmi les étudiants opposés au régime, la résidence n'a pas bonne réputation. Le 1^{er} mai 1968, l'un d'eux la présente à ses parents comme «um coito de pides da pior espécie, dos quais só se salvam o director e a secretária». De plus, comme dans de nombreuses résidences universitaires à l'époque, le règlement y est strict, basé sur une séparation des hommes et des femmes célibataires. Selon cet étudiant, il y règne «um regime concentracionário insuportável, que em menos de dois meses de existência era já conhecida na universidade de Paris, sob o nome de 'a caserna dos estudantes'»⁽¹⁹⁾.

L'occupation du 22 mai 1968 doit être inscrite dans un cadre chronologique plus large et s'insère dans les mobilisations qui existaient au sein de la Cité internationale universitaire de Paris depuis plusieurs mois. En effet, avant le mois de mai 68, la contestation couve au sein de Cité internationale. Comme à Antony ou à Nanterre, la question de la non-mixité des résidences et des autorisations que les jeunes femmes doivent demander pour accueillir des hommes est soulevée. Certains étudiants dénoncent également l'autoritarisme des directeurs et exigent de participer à la gestion des résidences (Gillabert 2018, Tronchet 2020). Ces revendications s'articulent avec la dénonciation de l'impérialisme américain au Vietnam et des dictatures en Europe ou en Amérique latine. Ainsi, le 24 avril 1968, plusieurs dizaines d'étudiants pénètrent à la maison du Portugal et y réclament «l'unification des règlements de la cité sur le régime libéral de circulation, de réunion et d'association institué dans quelques pavillons»⁽²⁰⁾. Selon l'ambassade portugaise en France, informée par Joaquim Veríssimo Serrão, le directeur du centre culturel

(18) «De Paris regressou ontem o Doutor Azeredo Perdigão», *Diário de Notícias*, 25 novembre 1967.

(19) Lettre de José Manuel Zaluar Nunes adressée à José Basílio, 1^{er} mai 1968, Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC CI (2) 12377, NT 7650.

(20) «Des étudiants forcent les portes du pavillon américain», *Le Monde*, 26 avril 1968.

portugais à Paris, certains de ces étudiants ont en profité pour «lançar gritos contra o regime político português e a fundação Gulbenkian»⁽²¹⁾. Ensuite, ils se sont dirigés vers le pavillon des États-Unis qu'ils ont envahi, après avoir brisé les vitres de l'édifice.

Dès le début de l'année 1968, le président du «comité de résidents» de la Maison des étudiants portugais, João Manuel Fiadeiro Santos Marques, un ancien fonctionnaire du PCP qui, à partir de 1967, se rapproche des militants maoïstes du Comité Marxiste Léniniste Portugais, tente de «dar ao comité um certo cunho político»⁽²²⁾. Selon la police française, il crée le 16 mars 1968 un comité d'action avec d'autres résidents, comité d'action qui exige «'le droit de visite', à savoir la possibilité pour les étudiants célibataires de recevoir des jeunes filles dans leur chambre»⁽²³⁾. Après les événements du 24 avril 1968, Verissimo Serrão précise d'ailleurs que Santos Marques compte parmi les «cabecilhas dos distúrbios»⁽²⁴⁾. Santos Marques rejoint plusieurs comités qui se forment au sein de la Cité universitaire : le Comité de liaison anti-impérialiste (CLAI) et le Comité de Liaison Inter-Pavillons (CLIP), créé le 28 avril, journée également marquée par un discours de Daniel Cohn-Bendit à la Cité universitaire (Gillabert 2018: 39). Lorsque les événements de mai éclatent, de nombreux étudiants de la Cité universitaire en général et à la Maison des étudiants portugais en particulier sont donc déjà mobilisés.

L'occupation comme lutte antifasciste

En mai-juin 1968, 9 résidences de la Cité universitaire sont occupées, trois par leurs propres résidents (États-Unis, Fondation d'Outre-Mer, Maroc) et six par des personnes venues de l'extérieur (Grèce, Italie, Argentine, Espagne, Brésil et Portugal), aidées parfois par quelques

(21) Note de João Marçal de Almeida, chargé d'affaire de l'ambassade du Portugal à Paris, adressée au Ministre des Affaires étrangères portugais, 25 avril 1968, Archives du ministère des Affaires étrangères portugais (désormais AMAE), PEA 521.

(22) Interrogatoire de João Manuel Fiadeiro Santos Marques, 8 février 1969, Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC GT 733, NT 1428, pasta 1.

(23) Note de la préfecture de police de Paris sur la «participation des Portugais ouvriers et étudiants aux événements de mai-juin 1968», sans date, AN 0019850087, art 136.

(24) Note de João Marçal de Almeida, chargé d'affaire de l'ambassade du Portugal à Paris, adressée au Ministre des Affaires étrangères portugais, 25 avril 1968, AMAE, PEA 521.

résidents⁽²⁵⁾. Les mots d'ordre sont pour la plupart similaires: la disparition des règlements intérieurs jugés liberticides, la liberté d'expression, la cogestion des résidences. Mais ils dépassent le cadre de cet espace spécifique: solidarité avec les étudiants et les ouvriers qui occupent universités et usines, solidarité avec les luttes du tiers-monde et des opposants aux dictatures sud-européennes et latino-américaines. Les slogans utilisés sont souvent semblables: le collège d'Espagne, occupé dès le 18 mai, est baptisé «Maison des étudiants et travailleurs espagnols» tandis que la maison des étudiants portugais devient la «Maison des étudiants et travailleurs portugais» (ou, selon les versions des tracts, la Maison des travailleurs et étudiants portugais)⁽²⁶⁾; les 120 étudiants grecs qui occupent, à partir du 22 mai, la fondation hellénique proclament que ce sont «les premiers mètres carrés de territoire grec libéré» (Kornetis 2018: 50) alors que les occupants de la maison portugaise déclarent que le bâtiment est le «primeiro território livre de Portugal».

Le comité d'occupation tire rapidement un tract:

Camaradas

Os trabalhadores ocupam as fábricas e os locais de trabalho.

Os estudantes ocupam as universidades, os liceus, as residências estudantis.

Integrado nesta luta o comité de ligação trabalhadores-estudantes da Sorbonne, ocupou no dia 22 de Maio a Casa dos estudantes portugueses na cidade universitária. Esta casa, até aqui uma residência de privilegiados passa a ser uma casa aberta a todos os trabalhadores e estudantes, e chama-se a partir do momento :

Casa dos trabalhadores e estudantes portugueses

Para os fins de convívio, informação e discussão livre de todos os problemas.

(...)

Aberto dia e noite⁽²⁷⁾.

(25) Exposé au Conseil d'administration de la Cité internationale universitaire de Paris du 19 juin 1968, AN 20090013/512.

(26) Comme l'indique Fernando Pereira Marques, cette dernière version est plus cohérente avec les canons ouvriéristes de l'époque. Cependant cette logique est souvent oubliée dans les tracts (Marques 2005).

(27) Tract [sans date], Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC CI (2) 10254, NT 7591.

Ces occupations sont à la fois orientées vers le pays de départ et la lutte contre les dictatures mais aussi fortement imprégnées d'internationalisme. Les occupants des différentes résidences s'entraident, notamment pour déloger les récalcitrants ou pour occuper de nouvelles résidences. C'est ainsi que 22 mai, les occupants portugais font appel à des étudiants venus d'autres résidences occupées afin de s'assurer le contrôle de la maison du Portugal. De même, des Portugais participent à l'occupation de la maison du Brésil – voisine de celle du Portugal – le 30 mai (Müller 2018). Les résidences occupées sont ouvertes aux étudiants et travailleurs de toute nationalité.

L'occupation de la maison des étudiants portugaise ne compte que sur une minorité d'appui parmi les résidents. En dépit de son activisme les mois précédents, Santos Marques «tentou retardar» l'occupation mais finit par se solidariser avec les membres du comité d'occupation venant de la Sorbonne. L'un des résidents est l'une des figures de proue du catholicisme progressiste au Portugal: le Père José Felicidade Alves (Araújo 2011). Cependant, pendant une partie de l'occupation il doit se rendre à Lisbonne car le Cardinal Cerejeira, avec lequel il entretient une correspondance polémique, vient de l'écarter de sa paroisse à Lisbonne (Martins 2008: 68). La plupart des résidents – et notamment ceux qui viennent du Portugal, grâce à des bourses de la fondation Gulbenkian – craignent de participer à l'occupation, soit par conviction soit dans la perspective de leur futur retour dans leur pays. Ils redoutent également de perdre leur bourse – ce qui arrive du reste à ceux qui participent aux événements, comme António Lopes Cardoso (Gervais-Marx 2006: 107), car Joaquim Veríssimo Serrão s'efforce d'«apurar a responsabilidade de cada um dos nossos bolseiros na condenável ocupação»⁽²⁸⁾ – et d'être arrêtés à leur retour au Portugal. Comme nous l'avons vu, la résidence a la réputation d'être surveillée par des informateurs de la police et l'une des premières tâches des occupants est de démasquer d'éventuels indicateurs. Des résidents et des fonctionnaires de la résidence sont ainsi expulsés, suspectés de se livrer à de l'espionnage.

La plupart des occupants ont une longue expérience militante. En effet, plusieurs d'entre eux ont été des acteurs des mouvements étudiants

(28) Lettre du directeur du Centre culturel de Paris, Joaquim Veríssimo Serrão, adressée au président de la Fondation Calouste Gulbenkian, José Azeredo Perdigão, 27 avril 1967, AMAE, Arquivo Paris, maço 540.

qui ont eu lieu au Portugal à partir de 1962. C'est le cas de Manuel Areias qui a participé à la grève de la faim à la cantine universitaire de Lisbonne en mai 1962, de João Quintela, expulsé de l'université de Coimbra en 1962, de Teresa Bento Gomes exclue 25 jours de son école car elle a pris part aux incidents qui se sont produits à la cantine de l'université de Lisbonne en avril 1965 ou de Santos Marques qui a eu différentes fonctions dans le secteur étudiant du PCP jusqu'en 1967. En France, plusieurs de ces anciens étudiants se sont insérés dans des mouvements et associations qui rejettent à la fois la dictature salazariste mais aussi le PCP. Dans ces associations, ils tentent de politiser les travailleurs immigrés par le biais de conférences, de concerts, de pièces de théâtre (Pereira 2000). C'est le cas de la Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire, fondée en 1965, qui rassemble des étudiants et des intellectuels ayant souvent rompu avec le PCP et rejoint la mouvance maoïste alors en formation. La plupart des occupants sont liés à des mouvements maoïstes, qui commencent à se multiplier après la crise causée par l'arrestation, en 1965, de Francisco Martins Rodrigues, fondateur du Comité Marxiste Léniniste Portugais (Cardina 2011), mais aussi à des groupes qui prônent la lutte armée et prennent exemple sur Cuba, comme la LUAR (Santos 2011; Marques 2016). Un mouvement semble absent: le PCP et l'organisation estudiantine qu'il domine jusqu'alors, l'Union des Etudiants Portugais en France. Les noms donnés aux salles de la maison portugaise révèlent d'ailleurs les influences des occupants: salle Marx et Engels, salle Che Guevara mais aussi salle Bento Gonçalves, ancien secrétaire général du PCP (Pereira 1999; Madeira 2013), figure récupérée par des militants maoïstes qui prétendent réformer le PCP et critiquent ainsi implicitement Álvaro Cunhal qui aurait trahi le parti et le mouvement ouvrier. Les graffitis retrouvés sur les murs à la fin de l'occupation attestent également de la diversité idéologique des occupants mais aussi du passage d'individus français, espagnols ou brésiliens. Les slogans, symboles de la libération de la parole pendant-mai juin 68, sont à la fois ceux que l'on retrouve dans d'autres lieux de la contestation – comme à la Sorbonne ou à l'Odéon – mais renvoient aussi aux luttes menées contre les dictatures sud-européennes et latino-américaines. L'emphase est mise sur le recours à la violence pour mettre à bas le capitalisme, rejoignant ainsi les aspirations des mouvements maoïstes et gauchistes qui se sont formés en exil. En creux, ces slogans critiquent le prétendu attentisme du PCP.

Une effervescence culturelle

Pendant les 21 jours d'occupation, plusieurs assemblées générales ponctuent la vie de la maison de étudiants et des travailleurs portugais. Une ébauche de statuts prônant la cogestion de la résidence est proposée et plusieurs comités encadrent l'activité des occupants: un comité d'agitation politique et culturelle, un comité de gestion, hygiène et ravitaillements, un comité d'action étudiants-travailleurs, un comité de sécurité et un comité de coordination. Dans la continuité de l'action du comité de liaison portugais qui s'était formé à Censier, l'objectif des occupants est de soutenir les luttes étudiantes et ouvrières, de jouer un rôle d'intermédiaire entre étudiants et ouvriers portugais. Vasco de Castro se remémore la création de «brigadas de esclarecimento aos bidonvilles e nos terminais das camionetas para Portugal» avec notamment «nossos cantores Zé Mário Branco, Sérgio Godinho e um ex-padre português que cantava canções dos sindicalistas norte-americanos Peter Seeger e Guthrie» (Castro 2013: 263-264). La maison se veut également un lieu ouvert et plusieurs initiatives culturelles sont proposées, dans la continuité des activités menées depuis plusieurs mois par la Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire ou le Club des jeunes portugais. Des concerts sont donnés dont celui de Luís Cília, exilé en France depuis 1964 (Aranha, Ademar 2018: 125-142). L'un des occupants, Fernando Pereira Marques, se souvient des séances de cinéma, organisées par Carlos Saboga, et notamment du film de Frédéric Rossif, *Mourir à Madrid*. Le théâtre, dans lequel sont engagés des exilés depuis plusieurs mois (Helder Costa, Manuel Areias, João Vaz), est également présent. La première représentation en France de la pièce *Le chant du fantoche lusitanien*, de Peter Weiss, aurait été donnée pendant l'occupation, devant «un amphithéâtre plein» (Castro 2013: 268). A l'image de ce qui se produisait à la Sorbonne et à l'Odéon, de nombreux débats sont organisés. Ainsi, le 28 mai, le thème proposé est «as perspectivas da revolução em Portugal. Democracia burguesa ou democracia popular? Levantamento nacional ou guerra do povo?» (Marques : 125). Là encore, on perçoit une critique implicite de la stratégie élaborée par le PCP, depuis l'évasion d'Álvaro Cunhal de prison en 1960 (Pereira 2015) et un plaidoyer pour l'usage de la violence pour mettre à bas la dictature salazariste.

Il est difficile de savoir si les occupants ont pu atteindre l'un de leurs objectifs: attirer des travailleurs immigrés. Fernando Pereira Marques

dresse un constat négatif: «os trabalhadores não accorreram em massa» (Marques : 125). Cependant, des travailleurs comme José Batista de Matos, qui participe à mai-juin 68 avec enthousiasme et est l'un des meneurs de la grève sur son chantier, se souvient avoir assisté aux nombreux débats qui avaient lieu au quartier latin et être passé par la Maison des étudiants et travailleurs portugais⁽²⁹⁾.

Le 12 juin, le comité annonce qu'il se retire de la Maison des étudiants portugais. Son communiqué prétend qu'il a atteint ses buts qui étaient notamment de «s'attaquer et affronter ouvertement, par ce coup de main, les régimes fascistes ou militaristes qui règnent dans les pays d'origine de ces pavillons», «démolir les réseaux d'espionnage politique et les noyaux fascistes et expulser les agents provocateurs et policiers qui s'étaient installés dans cette cité avec la complicité des administrations». Dès lors, le comité considère que maintenir les occupations ne constitueraient qu'un «acte d'attentisme politique, d'auto-défense oratoire pleinement prévu et encadré dans la stratégie globale de la contre-révolution gaulliste». La lutte doit continuer ailleurs: les «militants seront plus utiles sur d'autres fronts et doivent passer à des formes supérieures d'organisation et de lutte»⁽³⁰⁾. En quittant la Maison des étudiants portugais, des occupants emmènent avec eux plusieurs instruments permettant de confectionner des tracts ou des bulletins (machines à écrire, feuilles, duplicateurs), à l'image de ce que certains mouvements antifascistes font alors au Portugal, notamment dans les universités (Pereira 2013). Un communiqué, signé par un «un groupe de révolutionnaires portugais» affirme que ces objets ont été pris «pour servir le peuple du Portugal et la révolution populaire»⁽³¹⁾.

Le temps de la répression

Devenu ministre de l'Intérieur le 31 mai 1968, Raymond Marcellin cible particulièrement les étrangers qui sont présentés comme les

(29) Entretien avec José Batista de Matos, le 29 mars 2000.

(30) Tract intitulé «Aux Camarades qui restent», 12 juin 1968, Archives de la PIDE/DGS, IAN-TT, SC CI (2) 10254, NT 7591.

(31) Communiqué signé par un groupe de révolutionnaires portugais, 12 juin 1968, AN, 20090013/1902.

principaux responsables des événements. L'hypothèse d'un complot fomenté à l'étranger est propagée, ce qui alimente parfois des réactions xénophobes (Bantigny 2018: 213). Considérant que des étrangers se sont révélés coupables d'une ingérence inadmissible dans «nos affaires» (Marcellin 1969 : 55), ont troublé l'ordre public et n'ont pas respecté la stricte neutralité politique, se montrant ainsi indigne de l'hospitalité que la France leur a offerte, Marcellin et les préfets font procéder à des dizaines d'expulsion. Les chiffres varient selon les auteurs (Gordon 2003). Xavier Vigna avance que 183 étrangers sont expulsés entre le 24 mai et le 20 juin 1968, dont 20 portugais. Cependant, au fil des enquêtes policières, les expulsions s'étendent durant l'été 1968. Une liste de Portugais frappés par un arrêté d'expulsion est transmise aux autorités portugaises le 19 juin. Elle contient 14 noms, dont 7, a minima, habitent dans la région lyonnaise. Aucun de ces Portugais n'est présenté comme étudiant (bien qu'ils puissent également l'être ou l'avoir été): il y a un employé de bureau, un typographe, un garçon d'hôtel, un garçon de cuisine mais la majorité sont des ouvriers (quatre maçons, deux soudeurs, un manœuvre, un ouvrier spécialisé). Deux sont nés à Lisbonne et un à Cascais, les autres proviennent des régions rurales. Ils ont entre 18 et 28 ans. Parmi ces expulsés, au moins 7 d'entre eux ont été arrêtés la soirée du 24 mai à Lyon, soirée qui a connu d'importants affrontements entre manifestants et forces de l'ordre et est marquée par la mort du commissaire Lacroix. Dans les heures qui suivent, la police arrête massivement des étrangers dans les rues lyonnaises, certains dénonçant même de «rafles» (Mathieu 2018: 32). Ces Portugais sont libérés au bout de quelques heures mais emprisonnés de nouveau fin juin. Le 1er juillet 1968, cinq d'entre eux sont placés dans un avion en direction de Lisbonne. Quatre d'entre eux ayant quitté le Portugal irrégulièrement, ils sont arrêtés à l'aéroport de Lisbonne par la police politique et envoyés à la prison de Caxias au milieu de la nuit. Interrogés, ils nient tous avoir participé aux manifestations et aux troubles et arguent avoir été arrêtés alors qu'ils se trouvaient dans les rues du centre de Lyon, de retour du cinéma ou du travail. Ces déclarations sont fort probablement véridiques car comme le souligne Daniel Gordon «dans les archives il n'existe aucune trace d'un cas où un expulsé aurait été accusé d'un acte spécifique de violence» (Gordon 2003: 47). Ils sont libérés trois jours plus tard, la police politique étant totalement incapable de vérifier leurs dires. Ils doivent néanmoins se présenter au poste de gendarmerie de leur lieu de résidence le 5 de chaque mois et sont

poursuivis pour émigration clandestine. Cependant, la police politique ne peut rien retenir contre eux concernant leur supposée participation aux troubles à l'ordre public en France.

Même si ces Portugais vivaient à Lyon et non pas à Paris, leur cas révèle que la police politique portugaise avait très peu de sources d'informations lui permettant de savoir ce qui se passait en France en mai-juin 1968. Sa principale source d'information sur l'occupation de la maison des étudiants portugais est une lettre qu'un étudiant de théologie envoie à un curé de Braga le 10 juillet 1968 et dans laquelle il décrit, effaré, les événements de mai, l'occupation de la Sorbonne et celle de la Maison des étudiants portugais. Dans ce courrier, intercepté par la police politique et jugé assez important pour être transmis au ministre de l'Intérieur et à Salazar, l'étudiant donne le nom de nombreux occupants, ce qui permet à la PIDE d'établir des mandats d'arrestation. Ainsi, dans les mois qui suivent, des individus mentionnés dans cette lettre sont arrêtés et interrogés lorsqu'ils reviennent au Portugal. La plupart des personnes non citées dans cette lettre ne sont jamais inquiétées par la police politique qui semble totalement ignorer leur action pendant les événements. Par exemple, dans ses mémoires relatives à mai-juin 1968, Fernando Pereira Marques souligne que les agents de la PIDE qui l'interrogent après son arrestation en août 1968, alors qu'il prend part à une opération armée menée par la LUAR (Marques 2016), semblent totalement ignorer sa présence à la maison des étudiants portugais entre le 22 mai et le 12 juin 1968.

D'autres Portugais sont frappés par des expulsions ou des assignations à résidence. Jaime Mascarenhas Lima par exemple doit vivre à Orléans pendant plusieurs mois. Carlos Saboga, José Barrias et Manuel Areias, tous les trois occupants de la Maison des étudiants portugais, craignent d'être expulsés et partent en Italie, accueillis par Giangiacomo Feltrinelli, lui-même expulsé du territoire français après sa participation aux journées de mai-juin 1968 (Bantigny 2018: 145). La CFDT intervient dans le cas de José Salgueiro que les autorités françaises suspectent d'avoir pris part «aux événements de la Maison du Portugal»⁽³²⁾ et, en conséquence, prétendent l'expulser. L'avocat qui aide José Salgueiro note que les autorités françaises veulent «constituer une main-d'œuvre étrangère

(32) Note du service juridique de la CFDT, 14 octobre 1968, Archives de la CFDT, 7H713.

paisible et se refusant à la grève»⁽³³⁾, ce qui révèle que les préventions de nombreux travailleurs portugais qui percevaient leur participation à la grève comme illégitime étaient loin d'être totalement infondées.

Conclusion

Au moment du bilan, il apparaît clairement qu'on ne peut pas réduire la réaction des Portugais en France face aux événements de mai-juin 1968 à une débandade généralisée. Si certains optèrent pour un prudent *exit*, il n'y eut pas une absence totale de *voice* (Hirschman 1991). S'il est évident que beaucoup de Portugais rentrèrent dans leur pays, de peur d'une guerre civile, de dénonciations d'informateurs de la police politique ou dans l'incapacité de travailler, la plupart restèrent en France, espérant mener à bien leur stratégie migratoire et accroître leur épargne. L'insertion de nombre d'entre eux dans le Bâtiment et les Travaux Publics a favorisé cette mise à l'écart du mouvement gréviste. Il s'avère néanmoins nécessaire de mieux saisir le comportement de ceux qui travaillaient dans les secteurs les plus touchés par les grèves, notamment les différents secteurs de l'industrie. L'exemple de l'usine Perrier démontre que des travailleurs portugais ont participé aux grèves et aux occupations, en solidarité avec les autres travailleurs et conscients des avantages qu'ils pouvaient tirer. Cet exemple éclaire également le rôle joué par les migrants plus jeunes qui quittaient alors leur pays pour éviter les guerres coloniales et/ou la répression des mouvements étudiants. N'envisageant pas de rentrer dans leur pays rapidement, ils étaient souvent désireux de prendre part aux revendications exprimées par les salariés, d'obtenir des formations, de voir leurs droits mieux protégés. L'occupation de la Maison des étudiants portugais révèle, elle, la formation d'un espace politique de l'exil portugais en France au cours des années 1960. Cette *exopolitie*, pour reprendre l'expression de Stéphane Dufoix (2002), se matérialise par une multiplication des mouvements d'opposition, par des actions politiques et culturelle menées auprès des travailleurs immigrés (Pereira 2000). Mai-Juin 1968 joue le rôle d'accélérateur d'une effervescence politique et culturelle

(33) Note de Pierre-Édouard Weil adressée à René Salanne, 19 juillet 1968, Archives de la CFDT, 7H713.

initiée dès 1964-1965 et qui se prolonge jusqu'en 1974-1975, épousant ainsi les bornes chronologiques de ce que les historiens appellent désormais «les années 68».

Références bibliographiques:

- Accornero, Guya (2016). *The Revolution before the Revolution. Late authoritarianism and student protest in Portugal*. New York/Oxford: Berghan.
- Adam, Gérard (1970). "Étude statistique des grèves de mai-juin 1968", *Revue française de science politique*, 20/1, 105-119.
- Aranha, Ana, Ademar, Carlos eds. (2018). *Memórias do exílio*. Lisboa: Parsifal.
- Araújo, António de (2011). *A oposição católica no marcelismo: o caso da Capela do Rato*. Thèse de doctorat en histoire, Universidade Católica Portuguesa.
- Artières, Philippe, Zancarini-Fournel, Michelle eds. (2008). *1968. Une histoire collective*. Paris: La Découverte.
- Artières, Philippe, Giry, Emmanuelle eds. (2018). *68. Les archives du pouvoir. Chroniques inédites d'un État face à la crise*. Paris: L'iconoclaste / Archives nationales.
- Bantigny, Ludivine (2018). *1968. De grands soirs en petits matins*. Paris: Seuil.
- Baynac, Jacques (1978). *Mai retrouvé. Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire du 3 mai au 16 juin 1968*. Paris: Robert Laffont.
- Bebiano, Rui (2001). "As esquerdas e a oposição à guerra colonial", in Rui de Azevedo Teixeira (ed.), *A Guerra do Ultramar. Realidade e Ficção*. Lisboa: Editorial Notícias, 293-313.
- Benoits, Clara, Benoits, Henri (2014). *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*. Paris: Syllepses.
- Bonifácio, Maria de Fátima (2016). *António Barreto. Política e pensamento*. Lisboa: Dom Quixote.
- Bourdieu, Pierre (1984). *Homo Academicus*. Paris: Minuit.
- Campagnac, Elizabeth, Nouzille, Vincent (1988). *Citizen Bouygues ou l'histoire secrète d'un grand patron*. Paris: Belfond.
- Cardina, Miguel (2008). "On Student Movements in the Decay of Estado Novo", *Portuguese Journal of Social Sciences*, 3, 7, 151-164.
- « - » (2011). *Margem de certa maneira. O maoismo em Portugal. 1964-1974*. Lisboa: Tinta-da-China.

- Castro, Vasco de (2013). *Discordante e indocumentado. Conversas com Mário Beja Santos*. Non publié.
- Collovald, Annie, Mauger, Gérard, Poliak, Claude (2008). "Dossier: Mai-juin 68: la rencontre ouvriers/étudiants", *Savoir/Agir*, 6, 9-10.
- Damamme, Dominique, Gobille, Boris, Matonti, Frédérique, Pudal, Bernard eds. (2008). *Mai-juin 68*. Ivry-sur-Seine: Éditions de l'Atelier.
- Dobry, Michel (1986). *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Dormoy-Rajramanan, Christelle, Gobille, Boris, Neveu, Érik eds. (2018). *Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu*. Ivry-sur-Seine: Les éditions de l'Atelier.
- Dreyfus-Armand, Geneviève, Frank, Robert, Lévy, Marie-Françoise, Zancarini-Fournel, Michelle eds. (2000). *Les Années 68. Le temps de la contestation*. Paris/Bruxelles: IHTP/Complexe.
- Dufoix, Stéphane (2002). *Politiques d'exil*. Paris: Presses universitaires de France.
- Estanque, Elísio, Bebiano, Rui (2007). *Do activismo à indiferença. Movimentos estudantis em Coimbra*. Lisboa: Imprensa de Ciências Sociais.
- Fiadeiro, Maria Antónia (2003). *Maria Lamas. Biografia*. Lisboa: Quetzal editores.
- Freire, João (2007). *Pessoa comum no seu tempo. Memórias de um médio-burguês de Lisboa na segunda metade do século XX*. Porto: Afrontamento.
- Garrido, Álvaro (1996). *Movimento estudantil e crise do Estado Novo. Coimbra 1962*. Coimbra: Minerva.
- Gastaut, Yvan (1994). "Le rôle des immigrés pendant les journées de mai-juin 1968", *Migrations Société*, 32, 9-29.
- Gillibert, Matthieu (2018). "'Cité en lutte!' Transferts culturels et réappropriations des révoltes à la cité internationale", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 127-128, 36-45.
- Gervais-Marx, Danièle (2006). *Les œillets du souvenir. Saisons portugaises*. Biarritz: Atlantica.
- Gobille, Boris (2008). *Mai 68*. Paris: La Découverte.
- Gordon, Daniel (2003). "'Il est recommandé aux étrangers de ne pas participer'. Les étrangers expulsés en mai-juin 1968", *Migrations Société*, 87-88, 45-65.
- Gordon, Daniel (2012). *Immigrants and Intellectuals. May' 68 and the Rise of Anti-Racism in France*. Pontypool: Merlin Press.
- Hatzfeld, Nicolas (1992). "Peugeot-Sochaux : de l'entreprise dans la crise à la crise dans l'entreprise", in René Mouriaux, Annie Percheron,

- Antoine Prost, Danièle Tartakowski (eds.), 1968. *Exploration du Mai français, Vol.1, Terrains*. Paris: L'Harmattan, 51-72.
- Hirschman, Albert (1991). *Défection et prise de parole*. Paris: Fayard.
- Henneresse, Marie-Claude (1979). *Le patronat et la politique française d'immigration, 1945-1975*, Thèse de doctorat de troisième cycle d'Études politiques, Institut d'Études Politiques de Paris.
- Jobs, Richard Ivan (2009) "Youth movements : Travel, Protest, and Europe in 1968", *The American Historical Review*, 114: 376-404.
- Jounin, Nicolas (2008). *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*. Paris: La Découverte.
- Kergoat, Danièle (1973). *Bulle d'or ou l'histoire d'une mobilisation ouvrière*. Paris: Seuil.
- Kornetis, Kostis (2018). "Comment les années 1968 ont traversé la Fondation Hellénique", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 127-128, 46-54.
- Madeira, João (2013). *História do Partido Comunista português. Das origens ao 25 de abril (1921-1974)*. Lisboa: Tinta-da-China.
- Mathieu, Lilian (2006). *La double peine. Histoire d'une lutte inachevée*. Paris: La Dispute.
- « - » (2018). "Le mai lyonnais", in Collectif de la grande Côte, *Lyon en luttés dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*. Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 19-48.
- Matos, Luís Salgado de (2008). "Quem somos? Maio de 68: A revolta da ordem contra as instituições", *Povos e culturas*, 12, 151-211.
- Marques, Fernando Pereira (2005). *A praia sob a calçada. Maio de 68 e a 'geração de 60'*. Lisboa: Ancora editora.
- « - » (2016). *Uma nova concepção de luta. Materiais para a história da LUAR e da resistência armada em Portugal*. Lisboa: Tinta-da-China.
- Martins, António Coimbra (2008). "Década 60 e maio 68. Paralelismos e interações", *Povos e culturas*, 12, 61-150.
- Martins, Susana (2018). *Exilados portugueses em Argel. A FPLN das origens à ruptura com Humberto Delgado (1960-1965)*. Porto: Afrontamento.
- Müller, Angélica (2018). " 'Subversion et désordre': Les années 68 de la Maison du Brésil vues par les militaires brésiliens", *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 127-128, 55-60.
- Oliveira, César de (1987). *Salazar e a guerra civil de Espanha*. Lisboa: O Jornal.

- Pedro, Edmundo (2011). *Memórias. Um combate pela liberdade*, vol II. Lisboa: Ancora editora.
- Pato, Helena (2011). *Já uma estrela se levanta*. Lisboa: Editorial Tágide.
- Pereira, Dionísio (2013). *Emigrantes, exilados e perseguidos. A comunidade portuguesa na Galiza (1890-1940)*. Santiago de Compostela: Através editora.
- Pereira, José Pacheco (1999). *Álvaro Cunhal. Uma biografia política*, vol.1, "Daniel", o jovem revolucionário. Lisboa: Temas e debates.
- «-» (2008). "O um dividiu-se em dois". *Origens e enquadramento internacional dos movimentos pró-chineses e albaneses nos países ocidentais e em Portugal (1960-1965)*. Lisboa: Alêtheia.
- «-» (2013). *As armas de papel. Publicações periódicas clandestinas e do exílio ligadas a movimentos radicais de esquerda cultural e política (1963-1974)*. Lisboa: Temas e Debates.
- «-» (2015). *Álvaro Cunhal. Uma biografia política*. vol.4. *O secretário-geral*. Lisboa: Temas e debates.
- Pereira, Victor (2000). *Les exilés politiques portugais en France*. Mémoire de maîtrise, Université de Rouen.
- «-» (2012). *La dictature de Salazar à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*. Paris: Presses de Sciences Po.
- «-» (2013). "Álvaro Cunhal em Paris : internacionalismo, exílio e emigração", in José Neves (ed.), *Alvaro Cunhal. Política, História e Estética*. Lisboa: Tinta da China, 67-78.
- «-» (2014). "Les réseaux de l'émigration clandestine portugaise vers la France entre 1957 et 1974", *Journal of Modern European History*, 12/1, 107-125.
- «-» (2017). "O exílio dos comunistas portugueses em França (1950-1974)", in Ramón Villares, Xosé M. Núñez Seixas (eds.), *Os exílios ibéricos : unha ollada comparada no 70 anos da fundación do Consello de Galiza*. Santiago de Compostela, Consello da Cultura Galega: 251-266.
- Pimentel, Irene Flunser (2007). *A história da PIDE*. Lisboa: Círculo de Leitores / Temas e Debates.
- «-» (2013). *História da oposição à ditadura, 1926-1974*. Porto: Figueirinhas.
- Pitti, Laure (2006). "Une matrice algérienne? Trajectoires et recompositions militantes en terrain ouvrier, de la cause de l'indépendance aux grèves d'OS des années 1968-1975", *Politix*, 76, 143-166.
- Rosental Paul-André (1990). "Maintien/rupture: un nouveau couple pour l'analyse des migrations", *Annales ESC*, 6, 1403-1431.

- Ross, Kristin (2005). *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Paris/Bruxelles: IHTP / Complexe.
- Santos, José Hipólito (2011). *Felizmente houve a Luar. Para a história da luta armada contra a ditadura*. Lisboa: Ancora editora.
- Seabra, Zita (2007). *Foi assim*. Lisboa: Alêtheia editores.
- Seidman, Michael (2004). *The imaginary Revolution. Parisian students and workers in 1968*. New York/Oxford: Berghahn books.
- Sousa, António Teixeira de (1973). "Trabalhadores portugueses e sindicatos franceses na região de Paris: contribuição para o estudo das suas relações", *Análise social*, 39, 508-551.
- Spire, Alexis (2005). *Étrangers à la carte, L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*. Paris: Grasset.
- Talbo, Jean-Philippe (1968). *La grève à Flins*. Paris: Maspéro.
- Tronchet, Guillaume (2020). "Contestations résidentes, mobilisations étudiantes et luttes politiques à la Cité internationale universitaire de Paris, de 1945 aux années 1968", in Dzovinar Kévonian, Guillaume Tronchet eds., *Le campus monde. La Cité internationale universitaire de Paris, des années 1950 à nos jours*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Vigna, Xavier (2008). "Une émancipation des invisibles? Les ouvriers immigrés dans les grèves de mai-juin 68", in Ahmed Boubeker, Abdelalli Hajjat eds., *Histoire politique des immigrations (post)coloniales, France, 1920-2008*. Paris: Amsterdam.
- Vigna, Xavier, Zancarini-Fournel, Michelle (2009). "Les rencontres improbables dans 'les années 68', *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 101, 163-177.
- Viguié, Alain (2020). *Le PCF à Renault Billancourt. Force et crise d'un symbole ouvrier (1944-1992)*. Nancy: Arbre bleu.
- Volovitch-Tavares, Marie-Christine (1995). *Portugais à Champigny, le temps des baraques*. Paris: Autrement.
- « - » (2006). "Les travailleurs immigrés portugais des Trente Glorieuses", *Hommes et migrations*, 1263, 70-83.
- Zancarini-Fournel, Michelle (2008). *Le Moment 68. Une histoire contestée*. Paris, Seuil.
- « - » (2008b). "L'épicentre", in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel, eds. *1968. Une histoire collective*. Paris: La Découverte, 209-331.

